

David Herbert, Religion and Civil Society: Rethinking Public Religion in the Contemporary World

Aldershot & Burlington, Ashgate, 2004, x+322 p.

Karel Dobbelaere



Édition électronique

URL : <http://assr.revues.org/3960>

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 115-283

ISBN : 2-7132-2124-2

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Karel Dobbelaere, « David Herbert, *Religion and Civil Society: Rethinking Public Religion in the Contemporary World* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 136 | octobre - décembre 2006, document 136-57, mis en ligne le 22 février 2007, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://assr.revues.org/3960>

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

© Archives de sciences sociales des religions

David Herbert, Religion and Civil Society: Rethinking Public Religion in the Contemporary World

Aldershot & Burlington, Ashgate, 2004, x+322 p.

Karel Dobbelaere

- 1 Dans sa première partie, ce livre examine les relations entre religion, modernisation, société civile et sphère publique en général, utilisant pour ce faire une série de données, existant à l'échelle mondiale, des études de cas et de théories concurrentes. Il se conclut par l'examen de diverses questions philosophiques et éthiques liées aux idées libérales, telles que la société civile, la sphère publique, la démocratie et les droits de l'Homme. Et, au-delà de leur emploi en tant qu'instruments analytiques comparatifs, il s'interroge sur la légitimité transculturelle de ces concepts qui se voient aujourd'hui fréquemment contestés. La deuxième partie présente quatre études de cas : le rôle de la religion dans la société civile en Grande-Bretagne, en Pologne, en Bosnie et en Égypte. Un chapitre de conclusion termine l'ouvrage.
- 2 La première partie du livre s'ouvre sur la présentation d'études qui, les unes, attestent de la sécularisation alors que d'autres récusent celle-ci. Selon D. Herbert, cette divergence dépend largement des indicateurs que les auteurs emploient pour analyser le processus de sécularisation. Soit ils se fondent sur les pratiques religieuses institutionnelles ou d'autres pratiques religieuses, soit ils s'intéressent plus particulièrement au discours religieux, non seulement à celui qui émane des institutions religieuses, mais aussi à celui produit par les diverses voix qui, dans les médias, emploient un langage religieux. Il en conclut que l'étude de la religion discursive lance un défi à la théorie de la sécularisation, car, dit-il, la religion discursive vient contredire la différenciation fonctionnelle, processus central dans la théorie de la sécularisation.
- 3 « Repenser la sécularisation » est le titre du deuxième chapitre dans lequel D. Herbert est amené à proposer une définition de la religion et à analyser les propositions qui constituent la théorie de la sécularisation. L'auteur opte pour la définition de Greeley,

selon laquelle la religion implique un élément substantif « *a system of narrative* », et un élément fonctionnel « répondre aux questions » que posent la souffrance, la mort et diverses tragédies, celles aussi que suscitent le bonheur ou l'extase (p. 30). Selon l'auteur, ceci inclut ce qu'on appelle aujourd'hui « la spiritualité », c'est-à-dire des « croyances et pratiques puisées dans les religions ou d'un contenu similaire, mais pratiquées indépendamment des canaux habituels des religions » (p. 5-6). En ce qui concerne la théorie de la sécularisation, il adopte le soi-disant « modèle orthodoxe » développé par Steve Bruce et Roy Wallis (p. 29). On peut regretter qu'il n'ait pas utilisé les reformulations récentes de cette théorie, lesquelles, d'une part, considèrent la sécularisation non pas comme une théorie du déclin de la religion, mais comme une théorie qu'il s'agit de tester empiriquement à trois niveaux – macro, méso et micro – et qui, d'autre part, font référence à une définition substantive de la religion, laquelle implique une transcendance et une autorité qui définit les pratiques, les croyances et les principes moraux. Dans cette perspective, la spiritualité peut être considérée comme une forme de sécularisation de la religion, niveau méso de la théorie, puisqu'elle se développe en dehors de la capacité de maîtrise des autorités religieuses. La nouvelle formulation de la théorie de la sécularisation considère, en outre, que pour falsifier celle-ci, on ne peut valablement tester cette théorie en empruntant des exemples à des sociétés qui ne sont pas au même niveau de différenciation fonctionnelle et d'autonomisation des sous-systèmes (non seulement du sous-système politique, mais aussi des sous-systèmes concernant l'économie, l'éducation, la famille, le juridique, la médecine).

- 4 Au-delà de cette critique de l'approche de la sécularisation que propose l'auteur, son livre est intéressant. C'est particulièrement le cas des chapitres 3 et 4, dans lesquels il analyse le concept de « société civile » et de « sphère publique » dans le contexte d'une théorie plus large de la démocratisation. Cette analyse permet entre autres de spécifier un éventail de facteurs qui influencent la construction de la société civile : le mode de modernisation, les liens historiques État-religion, l'histoire de la construction de la nation, la politique des autorités locales, les acteurs « *state and trans-state* » et le processus de diversification de la démocratisation. Dans le chapitre consacré à la sphère publique, l'auteur souligne l'idée de Keane et Castells, selon laquelle il existe de multiples sphères publiques en interaction entre elles – au micro-niveau, par exemple, des cercles de discussion et des groupes religieux ; au méso-niveau, les journaux et les mass médias avec, entre autres, les talk shows qui stimulent le débat autour de sujets controversés comme les sans-papiers, la pédophilie et la sexualité des adolescents ; et au macro-niveau, d'une part, les sociétés multinationales de communication, Internet et autres médias électroniques et d'autre part, des organisations comme Oxfam, Greenpeace et Amnesty International. Enfin, D. Herbert évalue les potentialités et les pièges qui sous-tendent la communication publique dans des sociétés globalisantes.
- 5 Le chemin parcouru dans la première partie permet à l'auteur de présenter divers cas concrets : « *After the Satanic Verses: Muslims, Civil Society and the Public Sphere in Britain* » ; « *After Solidarity: Catholicism, Civil Society and the Public Sphere in Poland* » ; « *After Genocide: Religion and Civil Society in Bosnia* » ; et « *After Nasser: The Islamization of Civil Society and the Public Sphere in Egypt* ». Pour chacun de ces cas, l'auteur analyse le rôle que joue la religion dans la société civile et dans les sphères publiques. Dans ses conclusions, il souligne, entre autre, la capacité de la religion à s'adapter aux changements des conditions modernes. Selon lui, trois types d'adaptation émergent. Tout d'abord, il retient la fonctionnalisation de la religion, comme en Grande-

Bretagne et en Égypte dans les domaines de la santé et de « l'État Providence ». (À ce propos on notera que dans divers pays européens, tels que les Pays-Bas et la Belgique, un système de structures analogues, appelé « pillarisation », s'est institutionnalisé à partir de la fin du XIX^e siècle pour protéger les fidèles contre la société sécularisée, mais se désintègre progressivement depuis la fin du XX^e siècle). Un autre type d'adaptation retenu par D. Herbert porte sur les symboles religieux et sur un discours religieux désinstitutionnalisé qui, dit-il, ont été efficaces, dans un sens soit positif, soit négatif, et qui ont joué un rôle mobilisateur dans le cas de l'Inde, de l'Égypte, de la Pologne et de la Serbie ; dans plusieurs parties du monde, conclut l'auteur, la religion peut toujours mobiliser ou être mobilisée effectivement par les nouveaux médias (c'est là un fait ancien et bien connu que l'on retrouve dans des situations historiques telles que celles de l'Irlande et de l'Irlande du Nord). Enfin, D. Herbert retient que la religion peut devenir un acteur important comme critique des forces sociales dominantes ; ce fut le cas dans la Pologne communiste et dans divers régimes militaires, comme l'Égypte et la Turquie.